

Maroc



L'optimisme du gouvernement conservateur n'est pas partagé par les travailleurs marocains.

Après un léger repli depuis quelques mois, les contrats proposés par les employeurs ne reflètent guère l'élan économique prôné par le gouvernement. La réforme du marché de l'emploi, un projet mené par le gouvernement conservateur, a encouragé un plus fréquent recours à la rotation de la main-d'œuvre, via des contrats de travail précaires et de courte durée. En atteste le cas de Nabila, 34 ans. Ayant à son actif une expérience de 6 ans en tant que biologiste dans de grands laboratoires espagnols, la jeune femme, lasse, a abandonné ses recherches dans le métier de sa formation, pour devenir commerciale dans le secteur de l'optique, à temps partiel, théoriquement. «Sur le papier, je suis engagée à mi-temps, mais dans la pratique, je travaille à plein-temps». Pour esquisser les charges sociales, son employeur lui verse une partie de sa rémunération au noir. Nabila est consciente que cette méthode lui porte préjudice car elle cotise sur un salaire bas et de facto percevra moins d'indemnités en cas de perte d'emploi. Or, en dépit de cette situation, elle s'estime chanceuse. «Vu le panorama actuel du marché du travail et l'absence d'alternatives, je suis obligée d'accepter les conditions de mon patron, vu que même mon mari est au chômage et que je suis la seule source de revenus dans notre foyer», admet-elle.

PAR **AMAL BABA ALI**
a.babaali@leseco.ma

Chômage en Espagne

Les Marocains peinent à voir le bout du tunnel

● Les derniers chiffres portant sur l'affiliation à la Sécurité sociale reflètent une timide embellie du marché du travail au profit des Marocains d'Espagne. Or, sur le terrain, la situation reste toujours préoccupante.

Après un an et demi de recherche active, Adil, 36 ans, a enfin réussi à décrocher un emploi. Ce jeune Marocain établi depuis plus d'une décennie en Espagne, fait partie des 187.575 affiliés marocains à la Sécurité sociale espagnole, recensés par le ministère de l'Emploi et des affaires sociales espagnol à fin novembre dernier. Alors qu'en octobre 2013, ils étaient 182.677 marocains rattachés à ce régime, ils seraient 4.898 travailleurs marocains à avoir abandonné la liste des sans-emplois en un an. Est-ce le début de la reprise, comme l'a fièrement annoncé le chef du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy? Sur le terrain, l'optimisme du gouvernement conservateur n'est pas partagé par les travailleurs marocains. Adil, le jeune pharmacien de formation,

a dû changer de ville et accepter un contrat temporaire couplé avec un salaire bas, pour obtenir ce poste. «Certes, je ne suis plus au chômage et c'est en soi une bonne nouvelle, mais c'est un emploi instable», explique-t-il. Pour plusieurs observateurs, ces chiffres sur l'élan du marché du travail espagnol sont à prendre avec des pincettes. Selon Alfonso Ortiz, membre d'ASISI, l'association solidaire pour l'intégration socioprofessionnelle de l'immigrant, basée à Madrid, cette embellie du marché de l'emploi se fait à peine ressentir auprès des travailleurs étrangers, et auprès des Marocains plus spécifiquement. «En ce mois de décembre, nous avons reçu 30 demandes de recherche d'emploi d'immigrants. C'est un chiffre important, prenant en compte cette période où, d'habitude, le

marché du travail est plus dynamique», fait-il remarquer. De fait, commente cet acteur associatif, les chiffres officiels ne reflètent pas la réalité de l'emploi. «Certes, moins de personnes sont au chômage mais si l'on décortique ces données, l'on se rendra compte qu'il s'agit davantage de travaux ponctuels que de recrutement en bonne et due forme», commente-t-il. En effet, si le gouvernement espagnol bombe le torse avec les chiffres du chô-

Perdus dans la nature

À la date du 1^{er} janvier 2014, l'Institut national de la statistique (INE) estimait à 714.221 le nombre de Marocains ayant un titre de séjour espagnol, alors que ce chiffre était de 880.789 à la fin du premier trimestre 2013. Il s'agirait donc de 166.568 résidents marocains en moins, sur le plan légal. Si on exclut les 7.436 Marocains ayant obtenu la citoyenneté espagnole en 2013, 159.132 résidents nationaux sur le sol ibérique se seraient évaporés dans la nature, ou seraient tombés dans la clandestinité.